

Voilà certaines des questions auxquelles nous nous attaquerons en préparant la réunion de novembre. À cette occasion, les parties contractantes devraient renouveler leur foi dans le système commercial multilatéral ainsi que leur volonté de le faire fonctionner de manière efficace. Toutefois, il faut que la réunion dépasse la simple rhétorique politique si l'on veut qu'elle soit couronnée de succès. Les ministres participants doivent pouvoir démontrer à leurs populations qu'il est possible de marquer des progrès réels au regard des problèmes commerciaux d'envergure qui se posent à la communauté internationale. Nous devons voir par-dessus tout à ce que le système soit adapté aux besoins actuels et qu'il puisse faire face aux contraintes posées au développement économique au Canada.

Approche des autres pays à la réunion ministérielle

Les autres participants auront sans doute également leur liste de points qu'ils voudront voir traités dans le programme de travail et à la réunion. Les États-Unis ont avancé plusieurs propositions visant à entraîner le GATT dans de nouveaux secteurs d'activité. Il s'agit entre autres des échanges internationaux de services, des investissements liés au commerce et de la technologie de pointe, domaines dans lesquels ils aimeraient voir le GATT entreprendre un programme d'étude. Nous sommes en voie d'identifier les intérêts particuliers du Canada dans ces secteurs.

En ce qui concerne les services, par exemple, le groupe de travail interministériel, établi il y a un an, a procédé à des consultations approfondies avec les provinces et le secteur privé. Je m'attends à ce que nous puissions appuyer les propositions américaines visant l'étude des problèmes liés aux échanges de services à l'intérieur du GATT.

Pour ce qui est des investissements liés au commerce, nous avons déclaré qu'un tel programme d'étude serait déséquilibré s'il ne prévoyait pas parallèlement l'étude du comportement des entreprises multinationales.

Dans le cas du commerce des produits de haute technicité, le Canada, tout comme d'autres pays, tient à examiner de près la nature de la proposition américaine afin de décider si ce problème pourrait être traité dans le contexte du GATT.

Quant au Japon, il se montre quelque peu prudent face à la réunion ministérielle, tout en l'appuyant de façon générale. Je suppose qu'il la voit comme une soupape qui permettra d'alléger quelque peu les pressions qu'exercent sur lui tous ses partenaires commerciaux pour qu'il libéralise son propre régime d'importation. Le Japon reconnaît d'ailleurs qu'il a tout intérêt à préserver un système commercial multilatéral ouvert.

La Communauté européenne n'a pas encore complètement absorbé les résultats du Tokyo Round, pas plus que les effets de son propre élargissement. Ses membres se sentent par ailleurs menacés, dans une certaine mesure, par ce qu'ils perçoivent comme une politique commerciale américaine ambitieuse. Toutefois, la Communauté a joué sa part dans les préparatifs de la réunion ministérielle, reconnaissant qu'il est